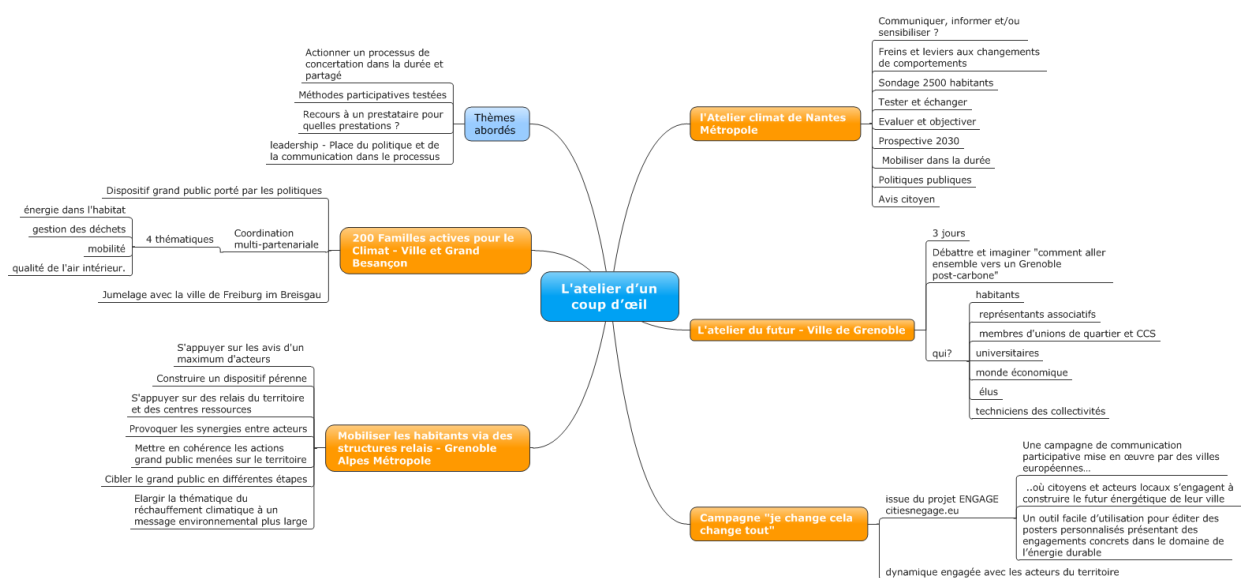


## 9ème Atelier "A l'Action!" Les concertations dans un Plan climat énergie (bis) Paris, 6 décembre 2011 Synthèse



### Nantes Métropole : L'Atelier climat<sup>1</sup> en bref.

**Importance politique du projet.** De nombreux élus et services ont été mobilisés sur ce projet qui a duré 18 mois (un an pour les familles engagées). Il était sensible car fortement porté par le Président de Nantes Métropole et plusieurs de ses Vice Présidents et donc « sous les projecteurs ». Un projet passionnant du point de vue de son management et des multiples enjeux qu'il recouvre, qui a bénéficié de moyens conséquents. Il a fallu être vigilant pour que la forte visibilité de l'atelier climat ne prenne pas le pas sur le Plan climat, cette démarche de concertation n'étant bien sûr qu'un des dispositifs d'animation du plan climat. L'atelier climat visait à comprendre les freins et les leviers vis-à-vis des comportements, la démarche PECT qui mobilise toutes les politiques publiques de Nantes Métropole s'appuyant par ailleurs sur un conseil scientifique et technique et des groupes de travail rassemblant divers acteurs du territoire. Il faut toutefois reconnaître que ce type de démarche de concertation a un poids symbolique, démocratique plus fort que n'importe quelle réunion/décision technique et donne chair au PECT.

**Nature du public mobilisé.** Le recrutement des participants à l'atelier s'est fait via une enquête initiale

1 <http://www.nantesmetropole.fr/la-communaute-urbaine/competences/l-atelier-climat-28794.kjsp?RH=WEB>

auprès de 2500 habitants de l'agglomération. Ce sondage a permis de faire une « photo » des opinions et des pratiques de la population. A la question « seriez-vous prêts à participer à une dynamique citoyenne autour des questions climatiques, et si oui, acceptez-vous de donner votre adresse pour qu'on puisse vous contacter ultérieurement ? », 1 500 personnes ont répondu oui. Ceci a permis d'être relativement exigeant sur la constitution du panel. A partir des renseignements recueillis via l'enquête, des personnes au profil différent des participants habituels à ce type de démarche (retraités, militants...) ont pu être sollicitées. Toutefois le panel final n'était pas totalement représentatif de la population de l'agglomération avec une légère surreprésentation de nantais, de propriétaires, de catégories socio-professionnelles supérieures.

**Coût.** Le budget alloué est d'environ 300 k€. C'est un montant non négligeable qu'il faut toutefois rapporter au nombre d'habitants de l'agglomération nantaise (24 communes 590 000 habitants) et au nombre de politiques publiques mises en débat.

**Mobilisation interne.** Le projet a mobilisé deux personnes équivalent temps plein au cœur d'une équipe projet composée de plusieurs services. Il y a eu deux vice-présidents pilotes (Agenda 21-Plan Climat et dialogue citoyen).

**L'engagement des participants.** Il consistait à :

- participer à des réunions pendant trois ou sept<sup>2</sup> samedis dans l'année,
- réaliser un bilan carbone en entrée et en sortie de processus.

Au départ, ce panel était constitué de 150 familles. Au cours de l'année une cinquantaine d'entre elles s'est désengagée, ce qui était conforme à nos attentes compte-tenu de la durée et du niveau de mobilisation requis.

En cours de processus, il a été décidé que l'un des produits de cet atelier climat serait la rédaction d'un avis citoyen auquel la collectivité s'engageait à répondre formellement. Rendu en juin 2011 par les citoyens de l'atelier climat, il a fait l'objet d'une réponse des élus en octobre. L'atelier ne se résume pas à cet avis citoyen. Il y a encore de très nombreux enseignements à tirer de ce processus. Et ce type de démarche pose finalement plus de questions qu'elle ne donne de réponses sur le plan de la méthode, des objectifs poursuivis, des enjeux démocratiques...

L'animation de ce type de démarche est centrale et si l'on fait appel à un prestataire, il est crucial de travailler avec des partenaires chevronnés dans ce domaine.

### **Besançon : Opération familles actives pour le climat<sup>4</sup>.**

**Mobiliser et agir.** Cette action est menée dans le cadre du PECT de la ville de Besançon ville et de la communauté d'agglomération du grand Besançon. Elle a été initiée en octobre 2009 pour répondre à une volonté de mobiliser les acteurs du territoire autour des questions environnementales. Besançon et sa communauté d'agglomération ont choisi de constituer un noyau de 200 familles qui sont formées à la maîtrise de l'énergie dans l'habitat, la gestion des déchets et la question de la qualité de l'air dans le domicile. L'objectif est de proposer des actions et des outils pour permettre aux familles de réduire de 10% leurs émissions de GES, leurs dépenses et leur consommation d'énergie. La finalité est double :

- sensibiliser ces habitants et en faire des ambassadeurs locaux,
- montrer que tout geste domestique peut contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique.

A ce jour, 140 familles font partie de l'opération.

**Coordination interne.** Outre la direction Maîtrise de l'énergie de la Ville de Besançon, le projet est copiloté avec le Service Environnement du Grand Besançon et en partenariat avec trois autres directions (déchets, déplacements et développement durable) et d'autres structures (le SYBERT, ATMO Franche Comté pour la

---

2 Les forums sur 7 week-ends ont permis d'approfondir la réflexion sur diverses politiques publiques en présence du vice-président concerné

4 <http://www.besancon.fr/index.php?p=1257>

qualité de l'air). Cela permet d'enrichir les idées et les propositions d'actions faites aux familles.

### **Constituer un groupe d'ambassadeurs.**

- 2009 – 2011: actions d'information et de sensibilisation : visites d'appartement témoin (visites énergie, électricité, eau, déchets), formations sur la consommation (cuisine et jardinage biologique), rencontres thématiques (mobilité, déchets, qualité de l'air). Lors de ces ateliers, on met l'accent sur la mise en réseau et l'échange d'expérience entre les familles.
- 2011 - 2012. : formation des familles : visite d'un expert<sup>5</sup> au domicile des familles intéressées. Suite à cette visite ces familles ont fait l'objet de préconisations sur un certain nombre de pratiques et d'éventuels travaux de rénovation/réhabilitation à effectuer.
- Réunions bilan.
- Dans la continuité de cette dynamique de suivi, un forum « habitat et vie pratique » a été organisé à l'automne 2011 pour transmettre toutes les informations pouvant faciliter le passage à l'acte<sup>6</sup>. Une lettre d'informations est diffusée tous les deux mois et l'animation favorise la constitution d'une dynamique de groupe.
- 2012- 2013 : Une troisième phase consiste à recruter de nouvelles familles. Un appel est en cours via le réseau des familles qui peuvent solliciter leur entourage, les services de communication des communes impliquées et les media locaux. Il vise les personnes vivant en appartement, âgées de 20 à 40 ans et 60 ans et plus et non-imposables. Par ailleurs dans le cadre d'un partenariat avec le Centre communal d'Action Sociale, 15 familles en situation de précarité énergétique seront intégrés à la démarche.

**Jumelage.** Les Villes Besançon et Freiburg in Breisgau (Allemagne) ont conclu une convention Energie-Climat en septembre 2009. Séduite par l'opération Familles actives pour le climat, la ville de Freiburg a décidé de lancer une opération similaire. Des échanges entre familles bisontines et fribourgeoises sont depuis organisés : découvertes des modes de vie et des pratiques des habitants, visites de sites, randonnée gourmande...

### **Analyse comparée des deux démarches.**

**Concertation.** A Nantes la population a été plus étroitement associée à l'élaboration du Plan climat (dans la limite de l'exercice participatif bien entendu). L'objectif rappelé tout au long du processus était de recueillir le point de vue de l'ensemble des habitants de l'agglomération à travers la parole de ces 150 familles soigneusement choisies. A la surprise des animateurs de l'atelier climat, l'avis citoyen, qui était sensé interpellier les élus et dont on attendait des remises en cause et des idées nouvelles, a globalement conforté l'autorité locale dans ses choix de politiques publiques. Les résultats auraient peut-être été différents si les citoyens avaient travaillé sans connaître a priori les politiques décidées dans le cadre du PECT. Le fait de partir d'un écrit existant (le désir de l'autorité locale étant de tester le PCET en transparence) plutôt que d'une feuille blanche a pu amoindrir la créativité des participants.

A Besançon, la démarche est moins participative, plus descendante. Les familles déjà engagées assumeront toutefois un rôle de relais auprès des futures familles engagées et participeront à la rédaction d'un guide pratique.

**Evaluation des comportements.** A Besançon, la première visite de l'expert n'est pas suivie d'une seconde, contrairement à Nantes où un bilan carbone a été réalisé en début et en fin de processus. En revanche s'il est proposé aux familles bisontines d'essayer d'atteindre des objectifs quantitatifs, ce n'est pas le cas à Nantes où l'objectif était de mieux comprendre les comportements des citoyens.

**Impact de la démarche.** L'impact de la démarche bisontine, sa puissance d'essaimage repose sur la capacité des familles à assumer un rôle de relais et cela n'est pas garanti sur le long terme. A Nantes il semble clair

---

5 L'association HELIANTHE - Ain Espace Info Energie qui a été missionné pour effectuer ses visites.

6 Les familles reçoivent un pack « économie d'énergie » permettant de mettre en pratique les préconisations : ampoules basse consommation, mousseurs, blocs interrupteurs, watt-mètre, documentation.

que si l'atelier a enclenché une réelle dynamique dans les familles, la pérennité de cette dynamique est incertaine en dehors d'une animation externe. Eu égard aux moyens consacrés, cela pose la question de la productivité de ce type de démarche du point de vue de la conduite et de la propagation du changement. Les citoyens se mettent en mouvement pour trois raisons : les valeurs, l'intérêt personnel (finance, confort, santé, etc.), les contraintes (réglementation).

La concertation doit servir à préparer les changements structurels qui serviront de cadre aux changements de pratiques. Les choses se jouent dans l'interaction entre les comportements adoptés sur la base de démarches volontaires et les changements de pratiques provoqués par la mise en place de nouvelles règles et normes.

La question de l'impact d'une concertation ne se réduit à celle des moyens alloués. Il faut être fin dans la manière dont on aborde tel ou tel public et il faut savoir profiter de certaines opportunités et changements collectifs (l'arrivée du tri sélectif dans un quartier, la mise en place de transports publics en site propres, ...) ou privés (naissance d'un enfant, départ à la retraite, déménagement, etc.) forts pour tirer parti d'un effet levier.

**D'autres approches possibles.** Toutes les collectivités n'ont pas les mêmes objectifs, les mêmes moyens (humains, financiers, de suivi, etc.) ni les mêmes relations avec la population. Les démarches assimilées peu ou prou à de la participation peuvent prendre bien des formes : spectacles, cafés citoyens, manifestations s'appuyant sur une diversité de relais locaux (associations, comités de quartiers), concertation avec des acteurs partenaires, etc.

**La question des prestataires.** Faut-il mener toute la démarche avec un seul prestataire ou faut-il en choisir plusieurs pour assumer différentes tâches (animation, bilan carbone, évaluation, etc.) ? Il n'y a rien de systématique et de garanti en la matière. L'idéal est d'avoir toutes les ressources utiles en interne et en tout cas d'avoir ses propres moyens humains, méthodologiques et techniques, mais c'est relativement rare. Toutefois la présence de regards extérieurs apporte un surcroît d'objectivité et de neutralité dans la démarche. Et certains prestataires sont vraiment force de proposition et amènent des pratiques qui renforcent la dynamique.

## **Grenoble : L'atelier du futur<sup>7</sup>**

### **Le contexte**

La ville de Grenoble a mis en œuvre un plan d'action Grenoble Facteur 4 qui s'est construit sans processus de participation publique. La direction environnement souhaitait travailler sur la question des comportements. Par ailleurs la direction action territoriale et dialogue public cherchait à mettre la concertation au service de grands enjeux de société et dépasser les pratiques habituelles des conseils de quartier.

### **L'atelier**

En septembre 2011, une rencontre participative et pluridisciplinaire a été organisée. La méthode retenue a été celle dite de l'atelier du futur. Le dialogue a été conduit sur deux week-ends entre une cinquantaine de personnes (habitants, militants associatifs, universitaires, élus, techniciens, fournisseurs d'énergie, chambres consulaires, etc.). Les participants ont été invités à imaginer ensemble un programme d'actions intitulé « Université citoyenne – Vers une ville post-carbone ».

- C'est la ville de Grenoble qui a formé le panel. Les habitants recrutés en direct dans les antennes de quartier ont été indemnisés et les frais de garde d'enfants remboursés. Rien ne permettait de prévoir si la démarche fonctionnerait et produirait des résultats. L'idée était qu'à l'issue de la

---

7 <http://lavoixdesgens.free.fr/WebRadio/?p=1881>

rencontre des actions de mobilisation soient définies et que les participants assument de les porter ou du moins s'y investir. Finalement 20 pistes d'action ont été tracées et ont été livrées dans un état assez peu finalisées. Certaines peuvent, d'ores et déjà, être rattachées à d'autres démarches existantes et en cours; d'autres doivent être encore travailler pour en **définir le contenu**, la déclinaison opérationnelle sur le territoire (mobilisation, mutualisation et foisonnement des actions et acteurs/habitants en place...), ainsi que le portage souhaitable, possible... ; et enfin pour certaines l'impulsion ne peut aucunement venir de la ville.

Des groupes de travail, co-animés par un service ville et un partenaire extérieur sont mis en place pour approfondir les propositions d'actions de la seconde catégorie. Parfois le portage des actions pose la question de la légitimité des participants à engager la structure qu'ils représentent.

**Du côté de Lille**, dans le cadre de la démarche de participation DECLIC<sup>8</sup>, un panel d'une cinquantaine de personnes a été invité à approfondir certaines actions envisagées dans une étape précédente de démarche partenariale et cibler les porteurs de ces actions. Ces propositions ont ensuite été rediscutées avec d'autres personnes afin que ceux qui avaient fait les propositions ne se trouvent systématiquement en situation de les porter. Des actions thématiquement proches mais abordées sous des angles différents ont été agrégées pour faciliter l'identification des porteurs pertinents.

Découper la phase de proposition et la phase de prise en charge permet d'établir de meilleures hiérarchisations des actions, de mieux les regrouper autour des bons acteurs et de mutualiser la prise en charge.

**S'engager dans la durée.** D'une manière générale les projets de type « bourses à l'action » qui consistent à solliciter des acteurs extérieurs (habitants ou organisations diverses) à proposer des initiatives fonctionnent mal si l'autorité locale ne porte réellement pas les actions. Si on laisse le processus évoluer seul, en général, l'enthousiasme du début laisse place au découragement et les actions sont assez rapidement laissées à l'état de projet. Il est important de bien connaître le réseau de tous les acteurs locaux et de pouvoir renvoyer aux bonnes personnes ressources les propositions formulées. Cela confère alors à l'autorité locale un rôle de médiation et de coordination ou du moins de relais d'information.

### **Grenoble Alpes Métropole, démarche grand public via des structures relais<sup>9</sup>**

La démarche en est à ses débuts. Au lieu d'aller directement vers les habitants, la Métro passe par des acteurs relais. Au départ de cette démarche grand public, qui vient en complément d'une démarche partenariale et d'une démarche interne autour du plan d'action de la collectivité, le conseil de développement a été invité à donner son avis sur la bonne manière d'aller discuter avec les habitants. Dans le cadre des ateliers partenaires la mobilisation des habitants a été abordée. Finalement une cinquantaine de regard croisés a éclairé cette question de la mobilisation de la population. Il ressort de ces regards les points suivants :

- Faire passer un message élargi au-delà du climat, aller vers l'éco-responsabilité ;
- Faire passer un message positif et tourné vers l'avenir, l'action individuelle et collective ;
- Mieux communiquer sur le Plan climat et mieux faire circuler les informations de l'observatoire ;
- Identifier les relais en fonction des publics ciblés, s'appuyer sur les relais volontaires ;
- Soutenir les projets collectifs et les initiatives concrètes et valoriser les bonnes pratiques.

---

<sup>8</sup> <http://planclimat.lillemetropole.fr/participer-a-la-tournee-decllic/la-tournee-decllic.html>

<sup>9</sup> <http://www.lametro.fr/431-plan-climat-grenoble.htm>

<http://c2d.lametro.fr/Publications2/Avis-et-Contributions/18-janvier-2011-Contribution-a-la-demarche-grand-public-du-plan-climat-local-de-Grenoble-Alpes-Metropole>

Les enfants et les familles modestes sont les cibles principales de cette action. Les structures relais vont être formées par des organisations spécialisées sur les questions énergétiques et environnementales (ALEC, FRAPNA, etc.). Elles vont bénéficier d'outils type appel à projets « Climat+ » favorisant les synergies entre acteurs.

### **Rennes Métropole, du forum ouvert post-carbone à ENGAGE, une campagne de communication participative qui engage les citoyens.**

Un forum ouvert a été organisé en 2009 sur deux jours avec 120 acteurs du territoire. Les participants ont pu élaborer les propositions qu'ils souhaitaient sans contraintes a priori. Il leur a été clairement mentionné qu'ils n'étaient pas invités à écrire le Plan climat mais à l'inspirer. La production a été restituée dans un livre blanc en s'attachant au sens plus qu'à la proposition concrète proprement dite.

La mobilisation autour du PCET sur le territoire de Rennes Métropole s'inscrit dans la durée (2010-2015). Son objectif est double :

- faire connaître / comprendre l'engagement politique et les actions des collectivités ;
- y associer habitants et acteurs du territoire.

Comme la plupart des communes de l'agglomération ont signé la Convention des Maires<sup>10</sup>, il est apparu nécessaire de développer des outils de mobilisation communs qui puissent renforcer la visibilité de chacun et la dynamique globale. C'est pourquoi Rennes Métropole fait partie du projet européen ENGAGE<sup>11</sup>, qui vise à construire une campagne de communication participative par laquelle citoyens et acteurs locaux s'engagent à construire le futur énergétique de leur ville. Un outil facile d'utilisation est à disposition des villes pour éditer des posters personnalisés présentant des engagements concrets des acteurs du territoire dans le domaine de l'énergie durable.

Les communes s'approprient l'outil avec le soutien Rennes Métropole et la proximité avec les habitants est plus grande que s'ils étaient en relation directe avec l'agglomération.

L'objectif de la campagne n'est pas d'informer mais de transmettre le message du lien entre engagement individuel et engagement collectif. Cela permet aussi de faire évaluer et évoluer la norme sociale sur chacun des territoires quant aux pratiques d'efficacité énergétique, aux modes vie. La campagne « Je change ça change tout » a démarré par les communes qui disposaient de plans d'action élaborés dans le cadre la Convention des maires. Un site internet<sup>12</sup> a été ouvert en juin 2011 à destination de tous les acteurs du territoire, y compris les habitants.

Contact : Sylvie LACASSAGNE, Energy Cities [sylvie.lacassagne@energy-cities.eu](mailto:sylvie.lacassagne@energy-cities.eu)

---

<sup>10</sup> <http://www.rennes-metropole.fr/la-convention-des-maires,195339,fr.html>

<sup>11</sup> <http://www.citiesengage.eu/>

<sup>12</sup> <http://www.ca-change-tout.fr/>